Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-635** **22/07/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 16

Objet : Appel à candidatures : 16 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence des Aires Marines Protégées :

1 poste de directeur(rice) délégué(e) du Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis (catégorie A ou A+) à commune littorale de Charente-Maritime.

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de bioinformaticien (catégorie A ou agent contractuel) à PLOUFRAGAN (22).

1 poste de chargé(e) de projet rédacteur scientifique (agent contractuel de catégorie A) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) projets scientifiques et techniques en parasitologie (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chef(fe) de l'unité d'évaluation des médicaments chimiques (catégorie A+ ou agent contractuel) à FOUGERES (35).

1 poste de coordonnateur(rice) d'études scientifiques de l'unité phytopharmacovigilance et observatoire des résidus de pesticides - surveillance des animaux d'élevage et de la faune sauvage (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'expert(e) pharamacovigilance (catégorie A ou agent contractuel) à FOUGERES (35).

Cour des Comptes :

1 poste de chef(fe) du service du greffe de la Cour des Comptes (catégorie A+ ou agent contractuel) à PARIS (75).

Direction Générale de la Performance Economique et Environnementale des Entreprises (DGPE) :

1 poste de conseiller(e) pour les affaires agricoles en Italie avec compétence régionale sur la Grèce, Chypre et Malte (catégorie A) à ROME.

1 poste de conseiller(e) pour les affaires agricoles au Maroc et en Tunisie (catégorie A ou A+) à RABAT.

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de délégué(e) filières pêche et aquaculture (catégorie A) à MONTREUIL (93).

Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA) :

1 poste de directeur(rice) de la sécurité, du patrimoine et de l'environnement (catégorie A) à ANTONY (92).

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) :

1 poste de chef(fe) de la division ordonnancement (catégorie A) à SAINT BENOIST - AUFFARGIS (près de Rambouillet 78).

1 poste de chef(fe) de la division patrimoine immobilier (catégorie A) à SAINT BENOIST - AUFFARGIS (près de Rambouillet 78).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de chef(fe) de projet stratégie nationale pour la connaissance de la biodiversité (catégorie A ou A+) à VINCENNES (94).

Parc National des Ecrins :

1 poste de chef(fe) du secteur Oisans-Valbonnais (catégorie A) à LE BOURG D'OISANS.

Le sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Michel GOMEZ

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

Directeur(trice) délégué(e) du Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis (H/F)

Grade : ouvert aux fonctionnaires de catégorie A+ ou A expérimentés ou aux non titulaires de niveau équivalent.

Résidence administrative : commune littorale de Charente-Maritime

Position administrative : Position normale d'activité, détachement ou mise à disposition pour les fonctionnaires (selon leur statut) ; contrat à durée déterminée de trois ans renouvelable pour les agents non titulaires

Contexte

L'Agence des aires marines protégées, établissement public à caractère administratif, a été créée par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux. L'Agence apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale de protection du milieu marin. Elle est une agence de moyens pour les parcs naturels marins et elle anime le réseau des gestionnaires d'aires marines protégées.

Le Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis a été créé par décret n°2015-424 du 15 avril 2015. C'est le 7ème parc naturel marin français et à ce jour le plus grand parc naturel marin de métropole : il couvre 6 500 km² d'espace marin sur la façade atlantique et s'étend sur environ 800 km de côtes sur trois départements (Vendée, Charente-Maritime, Gironde).

Il regroupe trois grandes zones interdépendantes les unes des autres : la mer des Pertuis (Breton, d'Antioche et de Maumusson), l'estuaire de la Gironde et son panache, et le large.

Cette vaste zone abrite également un grand nombre d'activités économiques, professionnelles ou de loisirs : conchyliculture, pêche professionnelle et de loisirs, ports de commerce, industries portuaires, plaisance et ports de loisirs…

Comme tout parc naturel marin, il a pour objectif de contribuer à la connaissance du patrimoine marin ainsi qu'à la protection et au développement durable du milieu marin (Code de l'environnement L334-3).

Nature de l'activité

Le/la délégué(e) du directeur de l'Agence auprès du conseil de gestion du Parc (« directeur(trice)-délégué(e) ») est en charge de l'appui au conseil de gestion.

Placé(e) sous l'autorité du directeur de département « Parcs naturels marins » de l'Agence, il/elle a vocation à diriger l'équipe du Parc qui sera composée à terme d'une trentaine d'agents. Il/elle travaille en lien étroit avec le président du conseil de gestion notamment pour l'animation de ce conseil et de son bureau, la communication du Parc et plus généralement pour tout événement de la vie du Parc.

Il/elle prépare les réunions du conseil de gestion, de son bureau et des comités géographiques, dont il/elle assure le secrétariat. Il/elle est responsable de l'élaboration et du suivi du plan de gestion du Parc. Il/elle prépare le programme annuel d'actions du Parc, en assure l'exécution et établit le rapport annuel d'activité.

De façon générale, il/elle veille à la cohérence de ses actions avec celles des autres parcs naturels marins et celles de l'Agence en général.

Sur les 3 prochaines années, le/la directeur(trice)-délégué(e) aura plus particulièrement à installer le Parc, constituer l'équipe du Parc (recrutement des chargés de mission, puis des agents de terrain) et préparer le plan de gestion du Parc en lien avec le conseil de gestion.

Qualités requises

- Connaissance approfondie et expérience d'au moins 8 ans dans le domaine maritime et/ou en gestion d'espaces protégés ;
- Capacité à travailler avec les élus, les services de l'État et les divers représentants des usagers professionnels et de loisir du milieu marin ;
- Grande capacité d'écoute et de négociation ;
- Expérience d'au moins 8 ans en management et en conduite de projets ;
- Organisation, rigueur et méthode ;
- Disponibilité.

Candidatures

Date limite des candidatures : **30 août 2015**
Prise de poste : **dès que possible**

Les candidatures doivent consister en une **lettre de motivation** et un **curriculum vitae**, et sont à adresser :

- ✓ soit par courriel à : recrutement@aires-marines.fr **en indiquant impérativement dans l'objet du mail la référence « P156 »**
- ✓ soit par courrier à : Agence des aires marines protégées - Service ressources humaines - 16 quai de la douane - BP 42932 - 29229 BREST CEDEX 02

Les personnes souhaitant des informations sur le poste peuvent contacter Pierre LECA, directeur du département « Parcs naturels marins » au 02 98 33 87 84.

Modalités de sélection

Une première sélection des candidats sera effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae.

Les candidats ainsi sélectionnés seront ensuite convoqués devant un jury.

Date : 10/07/2015

Poste à pourvoir	**Bioinformaticien (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**1er octobre 2015**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Ploufragan-Plouzané Unité Génétque Virale et Biosécurité (GVB)
Missions / contexte	L'unité Génétique Virale et Biosécurité composée de 15 personnes, est une unité à positionnement transversal avec une forte orientation de son activité axée sur l'innovation en méthodologie. Elle contribue grâce à une dynamique de plateforme (NGS, transcriptomique) à fournir un environnement scientifique et technique propice aux activités de recherche et de référence du laboratoire de Ploufragan-Plouzané ainsi qu'aux autres laboratoires de l'Anses. L'UGVB a acquis depuis sa création une maîtrise approfondie de la virologie moléculaire et de ses outils (transcriptomique, vectorisation, ADN plasmidiques réplicatifs, VLP,…). Ces outils ont été mis en œuvre dans le cadre de nombreuses collaborations avec d'autres unités de Ploufragan ou au sein de réseaux internationaux 'Ex : Réseau d'excellence Européen : Epizone).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions	La mission du titulaire du poste sera la création d'outils de traitement de données de séquençage haut débit en lien avec Galaxy.
Activités	Ce travail pourra aller de l'implémentation de méthodes en ligne de commande jusqu'à l'intégration d'outils dans Galaxy pour l'utilisation de ces méthodes par des biologistes. Il pourra prendre part à des analyses de données de pathogènes et/ou à un projet de recherche de détection d'OGM.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
BAC + 5 en bioinformatique (ingénieur, DESS, Master 2)

Expériences similaires
Seront considérés comme un plus :
- Une connaissance préalable des outils bioinformatiques et des méthodes detraitement de données issues des techniques de séquençages haut débit, transcriptomique.
- Une expérience de l'intégration d'outils dans Galaxy.

Compétences
- Maîtrise de langages de programmation (Perl, Python et SQL, R/Bioconductor, UML et C seraient un plus)
- Connaissance en base de données (MySQL/PgSQL)
- Maîtrise des environnements unix/linux
- Bonne maîtrise de l'anglais parlé et écrit
- Des connaissances solides en biologie moléculaire seront appréciées
- Les qualités requises sont une grande autonomie, l'organisation et la rigueur. Le candidat doit avoir un sens développé du travail en équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 24 Aout 2015

Renseignements sur le poste : Yannick BLANCHARD (+33) 02 96 01 62 97 yannick.blanchard@anses.fr

Fabrice TOUZAIN (+33) 02 96 01 62 96 fabrice.touzain@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-086 à :

recrutement@anses.fr

Date : 17/07/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de projet rédacteur scientifique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 15 décembre 2015**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Service « Appui à l'expertise » (SAE)

La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

Le SAE, service de 18 agents rattaché au directeur, assure la gestion administrative de l'expertise dans ses différentes composantes : experts externes, comités d'experts spécialisés et groupes de travail, saisines et produits d'expertise, programme de travail en cohérence avec les plans nationaux, référentiels déontologiques, budget et ressources internes. Il est constitué d'une équipe chargée de la gestion des experts et des saisines et d'une équipe chargée du secrétariat commun.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef du Service « Appui à l'expertise », en lien avec les chefs d'unités d'évaluation des risques concernés, le chargé de projet rédacteur scientifique (H/F) assura la synthèse écrite, sous forme de procès-verbaux (PV), des comptes rendus scientifiques de réunions de collectifs d'experts élaborés par les différentes unités. Il devra se conformer à un modèle interne unique de PV pour y intégrer les éléments essentiels tirés de chaque compte rendu. Il préparera la validation de ces documents en vue de leur publication.

Par ailleurs, le chargé de projet rédacteur scientifique (H/F) fera le bilan des différents documents et enregistrements qualité associés à chaque réunion de collectif d'experts depuis les 3 dernières années.

Activités

- synthèse de documents scientifiques internes,
- mise en signature pour publication,
- recensement d'enregistrements qualité,
- élaboration de tableau de bord.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+3 minimum dans un domaine lié aux sciences de la vie.
Master ou ingénieur appréciés.

Expériences similaires : débutant accepté.

Compétences

- Excellentes capacités rédactionnelles et de synthèse à l'écrit,
- Large culture générale scientifique et particulièrement en sciences de la vie, sciences physiques, chimie, toxicologie, environnement, sciences médicales…
- Maîtrise de MS-Word,
- Compréhension écrite de l'anglais (niveau intermédiaire),
- Sens de l'organisation, rigueur, respect des délais et procédures,
- Aisance relationnelle permettant l'échange avec différents interlocuteurs scientifiques ou administratifs,
- Discrétion professionnelle.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 12 août 2015

Renseignements sur le poste :

Pierre HERBAUT, adjoint au chef de service SAE (pierre.herbaut@anses.fr, 01 49 77 13 87)

Benoît LABARBE, chef de service SAE (benoit.labarbe@anses.fr, 01 49 77 13 09)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-091 à recrutement@anses.fr.

Date : 19/06/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de projets scientifiques et techniques en Parasitologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou fonctionnaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Laboratoire de Santé animale,
Unité mixte de recherche biologie moléculaire et immunologie parasitaires (UMR BIPAR) – Equipe Paralim et LNR/LCSV « Parasites transmis par les aliments ».

Missions / contexte

Le poste couvre à la fois des missions de Référence et de Recherche. Les activités de Référence s'inscrivent dans le cadre du LNR « Parasites transmis par les aliments » qui assure des missions d'analyses de confirmation pour les parasites zoonotiques transmis par les aliments (Helminthes & Protistes), de typage moléculaire, d'animation de réseau de laboratoires, de développement de méthodes de détection, et de surveillance au plan national de la circulation des parasites.

Ces missions de référence s'appuient notamment sur des travaux de recherche visant le développement d'outils sérologiques ou moléculaires permettant une meilleure détection/caractérisation des parasites isolés ou dans leur matrice biologique. Les travaux de recherche concernent également le développement de vaccins sur espèces cibles ainsi que le développement de nouvelles voies thérapeutiques de lutte.

L'équipe anime un Centre Collaborateur OIE (Organisation Mondiale de la Santé Animale, www.oie.int) sur la thématique « Parasites zoonotiques transmis par les aliments » et travaille avec un réseau bien établi de collaborations scientifiques avec de nombreux partenaires Français (INRA, MNHN…), Européens, Canadiens et Chinois notamment.
L'équipe est composée de 15 agents, 1 post-doctorant, 1 doctorant et 4 Master 2.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'agent sera en charge de l'activité Biologie Moléculaire et du développement de méthodes moléculaires pour le LNR « Parasites transmis par les aliments » en lien avec les autres scientifiques et les techniciens du LNR. Il devra assurer la gestion des analyses et des alertes du LNR/LCSV en lien avec les laboratoires départementaux et la DGAL.

L'activité de recherche sera orientée dans un premier temps sur le nématode *Trichinella* et sur la mise en place d'outils sérologiques basés sur des chimères protéiques sélectionnées pour leur antigénicité chez le porc. Les approches séquençage haut débit ou toute autre méthode seront à intégrer dans la stratégie de recherche.

Activités

Les actions déclinées dans ce poste sont les suivantes :

- Animation de l'activité Biologie Moléculaire du LNR et co-animation de cette thématique au sein de l'équipe Paralim en lien avec les scientifiques de l'équipe ;
- Développement de méthodes de détection et de typage moléculaire des Parasites transmis par les aliments ;
- Participation à la mise en place de tests sérologiques de *Trichinella* ;
- Validation et signature des analyses de détection (digestions artificielles, identification morphologique d'helminthes, tests sérologiques) et typage moléculaire en lien avec les techniciens et scientifiques du LNR/LCSV ;
- Participation à l'encadrement des stagiaires français ou étrangers (M2, doctorants, post-doctorants) de l'équipe ou du LNR ;
- Participation aux stages de formation des analystes organisés par le LNR.

Conditions particulières

Aucune

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC+8, Doctorat en Biologie / Sciences de la Vie

Doctorat vétérinaire souhaité

Expériences similaires

Un niveau d'expérience de 2 à 5 ans est souhaité.

Compétences

- Connaissances fondamentales en Biologie, Sciences de la Vie et de la Santé Animale ;
- Compétences techniques indispensables en Biologie Moléculaire, Expression de protéines recombinantes, construction de protéines chimériques, Analyses *in silico* de séquences et génomes, NGS ;
- Des connaissances en parasitologie sont souhaitables ;
- Conduite de projets avec une bonne aptitude organisationnelle, rigoureuse et dynamique ;
- Encadrement des stagiaires français ou étrangers (M2, doctorants, post-doctorants) de l'équipe ou du LNR.
- Bon relationnel avec les acteurs de terrain et collaborateurs français ou étrangers ;
- Maitrise de l'Anglais (oral et écrit) ;
- Rédaction de rapports et d'articles en français et en anglais ;
- Capacité d'adaptation et d'intégration rapide dans une équipe et bonne aptitude relationnelle dans l'animation de groupe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 août 2015

Renseignements sur le poste : isabelle.vallee@anses.fr ; nhaddad@vet-alfort.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-005 à : recrutement@anses.fr;

Date : 16/07/2015

Poste à pourvoir	**Chef de l'Unité d'évaluation des médicaments chimiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Agence Nationale du Médicament Vétérinaire - Département de l'Autorisation de mise sur le marché – Unité de l'évaluation des médicaments chimiques.

L'Agence Nationale du Médicament vétérinaire (ANMV) assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments et le contrôle des établissements pharmaceutiques ainsi que du marché des médicaments vétérinaires.

Missions / contexte

Le département AMM comporte 3 unités, dont une unité administrative et deux unités d'évaluation. L'unité d'évaluation des médicaments vétérinaires chimiques est en charge principalement de l'expertise des dossiers de demande d'autorisation de mise sur le marché des médicaments chimiques et des limites maximales de résidus,
L'équipe est composée de 19 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de département »Autorisation de mise sur le marché », le chef de l'Unité d'évaluation des médicaments chimiques est en charge de l'organisation des activités scientifiques ou techniques.

L'Unité des médicaments chimiques est en charge de :

- l'expertise des dossiers de demande d'autorisation de mise sur le marché dans le cadre des procédures nationales, de reconnaissance mutuelle, décentralisée et centralisée, pour les médicaments vétérinaires chimiques et à base de substances d'origine végétale et les médicaments homéopathiques,
- dans le cadre d'une procédure centralisée l'expertise des dossiers de limites maximales de résidus des substances entrant dans la composition de médicaments destinés aux espèces productrices de denrées alimentaires ;

  Les scientifiques de l'Unité travaillent au sein d'un réseau d'expertise européenne. Autant que de besoin, l'Unité s'appuie également sur l'expertise des laboratoires de l'Anses.

Activités

Le chef d'unité assure l'encadrement des personnels de l'unité :

- Animer et coordonner les activités de l'Unité
- Gérer les ressources humaines de son unité : participer au recrutement, évaluer ses collaborateurs, et définir les besoins en formation de son unité ;
- Décliner la politique du département en matière de positionnement Européen ;
- Gérer les priorités et élaborer le programme de travail de son équipe ;
- Piloter et définir les modalités de l'expertise ;
- Superviser les rapports d'expertise ;
- Anticiper les évolutions dans le domaine du médicament et alerter sur les sujets sensibles ;
- Représenter l'Agence et valoriser les activités de l'Agence dans le domaine de l'unité.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
Docteur Vétérinaire, ou Docteur en Pharmacie ou scientifique Bac +5

Expériences similaires
- Expérience appréciée en management d'équipe scientifique ;
- Expérience appréciée dans le domaine des médicaments vétérinaires ;
- La connaissance du fonctionnement des instances européennes est souhaitée.

Compétences
- Aptitude à animer une équipe aux profils variés ;
- Aptitude à prendre des décisions ;
- Capacité d'analyse, d'évaluation et de synthèse ;
- Capacité d'organisation, d'anticipation et de gestion des priorités ;
- Savoir rédiger et s'exprimer avec conviction et pédagogie ;
- Savoir rendre compte ;
- Qualité relationnelle d'écoute et de propositions ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique (bonne communication écrite et orale) ;
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31/08/2015

Renseignements sur le poste et candidatures (lettre de motivation + CV) : Hélène AMAR, chef du département AMM : helene.amar@anses.fr au 02 99 94 78 33

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) en indiquant la référence 2015-082 à : recrutement@anses.fr

Date : 21/07/2015

Poste à pourvoir	**Coordonnateur d'études scientifiques de l'unité Phytopharmacovigilance et Observatoire des résidus de pesticides (H/F) – surveillance des animaux d'élevage et de la faune sauvage**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Direction de l'évaluation des risques (DER) / Unité en charge de la phytopharmacovigilance et de l'Observatoire des résidus de pesticides (UPPV-ORP)

Missions / contexte

Dans le cadre de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014, le législateur a confié à l'Anses la mise en œuvre d'un dispositif de surveillance des effets indésirables des produits phytopharmaceutiques sur l'homme, les animaux d'élevage (dont l'abeille domestique), les plantes cultivées, la biodiversité, la faune sauvage, l'eau et le sol, la qualité de l'air et les aliments, ainsi que l'apparition de résistances à ces produits. Ce dispositif est appelé « phytopharmacovigilance ». Il reposera sur les informations produites par les réseaux de surveillance et/ou vigilance existants. L'unité PPV-ORP sera chargée d'organiser l'interprétation sanitaire de ces informations, en lien avec les acteurs responsables des réseaux et un groupe d'experts dédié de l'Anses (GT). Les résultats de cette interprétation devront permettre, le cas échéant, de revoir les conditions d'autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, en lien avec les activités des Directions de l'évaluation des produits réglementés (DEPR) et des autorisations de mise sur le marché (DAMM).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef d'unité, le coordonnateur d'études scientifiques est responsable des activités de phytopharmacovigilance concernant la surveillance des effets indésirables des produits phytopharmaceutiques sur les animaux d'élevage, dont l'abeille domestique, et la faune sauvage. A cet effet, il assure les missions décrites ci-dessous.

Activités

- Identifier les réseaux et données intéressants pour la PPV et établir des partenariats pour accéder aux données, notamment en lien avec le réseau Sagir, l'Onema, etc.
- Organiser ou réaliser leur interprétation sanitaire pour la PPV.
- Proposer et mettre en œuvre des études pour compléter le dispositif de PPV.
- Présenter les travaux devant le GT « phytopharmacovigilance » et les CES ou GT dédiés de l'Agence.
- Rédiger des rapports d'avancement des travaux ou des rapports thématiques.
- Répondre à des appuis scientifiques et techniques ou des saisines notamment des Ministères de tutelle.
- Valoriser scientifiquement des travaux (rédaction de publications scientifiques, posters, interventions orales dans des colloques).
- Assurer la veille scientifique dans son domaine d'activités.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Diplôme de vétérinaire, diplôme d'ingénieur, doctorat ou master spécialisé en santé animale.

Expérience

Expérience dans le domaine de la surveillance, de la recherche et/ou de l'évaluation des risques en santé animale pour les animaux d'élevage et/ou la faune sauvage. Une expérience spécifique dans le domaine des produits phytopharmaceutiques sera appréciée.

Compétences

- Maîtrise des méthodes de surveillance et/ou d'évaluation des risques dans le domaine de la santé animale (animaux d'élevage et/ou la faune sauvage).
- Connaissance du domaine des produits phytopharmaceutiques.
- Capacités relationnelles et organisationnelles.
- Capacités rédactionnelles et maîtrise de la communication orale.
- Capacité d'analyses et de synthèse.
- Maitrise et/ou connaissance de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels SAS, R, Stata).
- Rigueur scientifique.
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique (oral et écrit).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 7 septembre 2015

Renseignements sur le poste : Mathilde Merlo (mathilde.merlo@anses.fr) et Ohri Yamada (ohri.yamada@anses.fr).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-090 à : recrutement@anses.fr

Date : 17/07/2015

Poste à pourvoir	**Expert pharmacovigilance (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Poste susceptible d'être vacant – 1er septembre 2015**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse :

Agence Nationale du Médicament Vétérinaire (ANMV)

L'ANMV assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments ainsi que le contrôle des établissements pharmaceutiques et la surveillance du marché des médicaments vétérinaires.

Missions / contexte

Le département pharmacovigilance est chargé d'animer et de coordonner le système national de pharmacovigilance vétérinaire. En particulier, il assure l'évaluation et la transmission des déclarations d'effets indésirables ainsi que la gestion de la base de données nationale de pharmacovigilance vétérinaire. L'équipe du département est composée de 7 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

	Sous l'autorité du chef de département de pharmacovigilance, l'expert participera à la surveillance des médicaments vétérinaires en interface avec les différentes unités d'évaluation et de contrôle de l'agence et le centre de pharmacovigilance vétérinaire.
Missions	Ces missions s'intègrent dans les procédures de demande d'autorisation de mise sur le marché, puis dans la surveillance post-AMM de l'équilibre bénéfices-risques des médicaments vétérinaires. Dans le cadre de ce travail, des contacts avec les agents des autres autorités compétentes, l'industrie, les vétérinaires ainsi que des déplacements en France et à l'étranger sont à envisager
Activités	- Expertise des déclarations d'effets indésirables reçue par le département; - Identification et évaluation des signaux d'alerte, - Expertise dans le domaine réglementaire : rapports périodiques de sécurité, renouvellements d'AMM, …; - Promotion/valorisation de la pharmacovigilance : rédaction de publications, participations à des congrès, … - Participation à des groupes de travail européens
Conditions particulières	. - Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Docteur vétérinaire

Expériences similaires

Une expérience en médecine vétérinaire mixte ou dans le domaine de la pharmacotoxicologie est souhaitée

Compétences

- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation, respect des délais.
- Capacité à travailler en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Capacité à travailler de façon autonome à partir d'instructions portant sur des objectifs précis.
- Bonne connaissance pratique et réglementaire dans le domaine exercé.
- Maîtrise de l'anglais scientifique exigée (lu, parlé, écrit)..
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15/08/2015

Renseignements sur le poste : Sylviane LAURENTIE, chef du département pharmacovigilance : sylviane.laurentie@anses.fr au 02 99 94 78 43

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-081 à : recrutement@anses.fr

FICHE DE POSTE

LA COUR DES COMPTES
- SECRETARIAT GENERAL -

Recrute
Chef-fe du service du greffe de la Cour des comptes

POSTE DE CATEGORIE A+
(Administrateur-trice civil-e ou corps équivalent ou non titulaire de niveau équivalent)

Poste susceptible d'être vacant au 1er octobre 2015

CONTEXTE DU RECRUTEMENT

Dans un contexte institutionnel exigeant, la Cour des comptes exerce quatre missions : juger, contrôler, certifier, évaluer - à destination de l'État, des établissements publics nationaux, des entreprises publiques et de la sécurité sociale. Les procédures et référentiels applicables à ces différents métiers sont distincts ; toutefois, le processus de délibération collégiale et le principe du contradictoire constituent deux points communs importants.
Permettre aux personnels de la Cour d'exercer leur activité selon des procédures sûres, homogènes et respectueuses des prescriptions du code des juridictions financières constitue l'un des enjeux principaux du service du greffe.
Cet enjeu appelle un effort important de professionnalisation, d'animation de réseau, d'accompagnement à l'utilisation des nouveaux outils informatiques ainsi que de réingénierie des procédures.

DESCRIPTION DE L'EMPLOI

Sous l'autorité directe du secrétaire général de la Cour des comptes, le chef du service exerce des fonctions d'encadrement et d'animation des greffes des chambres de la Cour et des chambres régionales et territoriales des comptes.
Le service compte trente-quatre agents.

Le chef du service a un adjoint.

MISSION ET PROFIL DU CANDIDAT

Mission :
Le chef du service du greffe:

- exerce l'autorité directe sur le greffe de la Première présidence, le greffe du contentieux et la mission d'appui aux greffes, en liaison fonctionnelle avec respectivement le rapporteur général du rapport public et des programmes et les présidents de chambre ;
- assure la coordination des greffes des chambres de la Cour et des CRTC, notamment les réunit régulièrement pour assurer la qualité et l'homogénéité de leur activité, les informe sur l'évolution de leur environnement juridique ou technologique et, à ce titre, fait circuler l'information pour diffuser les bonnes pratiques notamment grâce au forum de discussion métier orienté capitalisation des connaissances ;
- repère et analyse toutes les difficultés, tant pratiques que juridiques, susceptibles d'obérer le bon déroulement des procédures mises en œuvre à la Cour ;

- est l'interlocuteur privilégié des présidents de chambre et autres magistrats de la Cour pour tous les sujets afférents à ses compétences ;
- est l'interlocuteur du parquet général pour toutes les questions communes, notamment en ce qui concerne la production des comptes, la tenue à jour de la base des entités sous contrôle de la Cour et le suivi des procédures juridictionnelles ;
- est l'interlocuteur du centre d'appui métier pour toutes les réalisations facilitant le travail des magistrats et des greffiers : élaboration et réactualisation des modèles de documents et d'actes de procédure, mise en œuvre des feuilles de style de rapports, conception et mise en œuvre de processus de notifications dématérialisées par le biais de plateformes d'échanges, utilisation d'espaces de travail collaboratif ; à ce titre, il est le référent pour la définition des besoins et des évolutions à apporter aux applications informatiques propres aux greffes ;
- favorise toutes les actions conduisant à une meilleure maîtrise des coûts de gestion des archives courantes et intermédiaires et participe aux travaux de mise en œuvre d'une plus grande dématérialisation des processus notamment pour le dépôt des comptes et des pièces justificatives, la gestion électronique de documents, le délibéré électronique, l'archivage électronique ;
- met au point le schéma de formation initiale et continue des personnels de greffe des juridictions financières, en liaison avec les présidents de chambre et le directeur de projet chargé de la formation des personnels de contrôle et d'appui au contrôle ;
- organiser et met en œuvre les recrutements des greffiers et auxiliaires de greffe des chambres, en liaison avec les présidents de chambre et la direction des ressources humaines ;
- prépare la réingénierie des procédures dans un contexte de transformation de l'environnement technologique : généralisation de l'outil de programmation, de suivi des procédures et de pilotage, *Argos*, généralisation des échanges dématérialisés avec les tiers et développement de l'extranet, utilisation du dossier liasse rapport électronique pour constituer le dossier à l'appui du contrôle, etc.

PROFIL ET QUALITES DU CANDIDAT

Profil

Cadre de haut niveau, la-le candidat-e dispose d'au moins 5 ans d'expérience de management d'une entité dans un contexte de changement profond de son environnement, si possible dans une institution ayant une activité de type juridictionnel et/ou de contrôle.

De formation juridique, technique ou générale, le candidat a une connaissance des administrations publiques et des métiers du contrôle et de l'audit.

Qualités requises

- très bonnes capacités d'expression écrite et orale permettant de s'adapter aux différents interlocuteurs, de rédiger des notes juridiques, d'animer des réunions et d'intervenir en formation ;
- esprit de synthèse, de rigueur et de réflexion structurée ;
- sens marqué de l'organisation et de l'objectif ;
- aisance relationnelle et adaptabilité, force de conviction et diplomatie ;
- goût pour les systèmes d'information et des outils de dématérialisation ;
- capacité à travailler en mode projet.

CONSTITUTION ET DEPOT DES DOSSIERS

Les dossiers de candidature, composés d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae détaillé et d'une copie des trois dernières fiches annuelles d'évaluation, sont à adresser à :

Monsieur le directeur des ressources humaines
Cour des comptes - 13 rue Cambon - 75001 PARIS
ou par mél. : **recrutement@ccomptes.fr**

avec copie à :

Madame Florence Biot, cheffe du service du greffe de la Cour:
Cour des comptes
13 rue Cambon - 75001 PARIS
ou par mél. : fbiot@ccomptes.fr

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour des renseignements complémentaires sur le contenu du poste, contacter :
Florence Biot
Tél : 01 42 98 55 64

Pour les conditions de recrutement et de détachement, contacter :
Pascale Magnaschi, chef du département recrutement-mobilité, direction des ressources humaines et de la formation
Tél. : 01 72 63 56 15 – Mél.:pmagnaschi@ccomptes.fr

Direction Générale de la Performance Economique et Environnementale des Entreprises
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en Italie, à Rome
avec compétence régionale sur la Grèce, Chypre et Malte (F/H)

Catégorie A
Niveau parcours professionnel : supérieur à 3

Prise de fonction :

Nature de l'activité :

Sous l'autorité du chef du service économique auprès de l'ambassadeur, le conseiller pour les affaires agricoles en Italie aura pour missions :

- D'observer, de suivre et d'analyser les positions italiennes en matière de politiques agricole, commerciale et de réglementations vétérinaire et phytosanitaire dans le domaine national, européen et international ;

- D'informer les autorités françaises et plus particulièrement le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, sur l'évolution des positions italiennes en matière de politique agricole commune, y compris les aspects forestiers, de politique commune des pêches, de réglementations vétérinaire et phytosanitaire et de négociations internationales portant directement ou indirectement sur ces questions (OMC, OCDE…), et plus largement sur les problématiques européennes (budget, commerce, environnement…) ayant un impact sur l'agriculture ;

- De faciliter le dialogue entre les autorités françaises et italiennes ;

- De promouvoir les positions françaises auprès des administrations italiennes ;

- De favoriser le développement des exportations de produits agricoles et agroalimentaires français ;

- De répondre aux demandes d'informations spécifiques des autorités françaises et plus particulièrement du ministère en charge de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Zone d'activité régionale :

Outre l'Italie, pays de résidence, le conseiller interviendra en Grèce, Malte et Chypre en lien avec la mission économique concernée.

Qualités requises :

- Esprit d'initiative et de synthèse, autonomie, réactivité, disponibilité ;

- Capacité de travail en équipe, sens des relations humaines et des négociations internationales ;

- Pratique de l'administration centrale et des relations internationales ;

- Capacité linguistique : maîtrise de la langue anglaise ;

- Une connaissance de la politique agricole commune serait appréciée.

Durée de l'engagement : 3 ans, prolongeable deux fois un an.

Personnes à contacter :

Aurélie Darpeix – cheffe du bureau de l'Union européenne ***: tél. : 01.49.55.45.10***
aurelie.darpeix@agriculture.gouv.fr

Guilhem Brun – Sous-Directeur Europe ***: tél. : 01.49.55.45.57***
guilhem.brun@agriculture.gouv.fr

Patrice de Laurens – chef du service Europe et international ***: tél. : 01.49.55.46.65***
patrice.delaurens@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) sera transmise à la sous-direction International, à Christiane DELAMOUR, mel : christiane.delamour@agriculture.gouv.fr

Direction Générale de la Performance Économique et Environnementale des Entreprises
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles au Maroc et en Tunisie (F/H)
Catégorie A/A+
Niveau parcours professionnel : Supérieur à 3

Prise de poste : 1er novembre 2015

Dans le cadre du réseau agricole régalien à l'étranger, un conseiller pour les affaires agricoles (CAA) est mis à disposition du Service Economique Régional (SER) près l'Ambassade de France à Rabat.

Zone d'activité régionale : Maroc, Tunisie.

Nature de l'activité

Sous l'autorité du chef du service économique régional, les missions du CAA sont les suivantes :

- Mission générale d'information et de veille pour le compte de l'État sur la situation des secteurs agricole et agroalimentaire marocain et tunisien et en matière de politiques agricole, alimentaire et de la pêche ;

- Mission générale de relais local des positions et démarches de l'État auprès des autorités locales et acteurs du secteur, mission d'information et de promotion du modèle agricole et alimentaire français, d'influence auprès des partenaires étrangers, de négociation des conditions d'accès au marché et d'accueil des délégations institutionnelles françaises ;

- Mission générale d'accompagnement à la promotion de l'expertise et des exportations ;

- Relation étroite avec la Représentation de l'Union européenne et les ambassades des États membres sur place, dans le but de faire progresser les dossiers d'intérêt commun (dialogue réglementaire et accès au marché notamment).

Pour ce faire, le CAA a en particulier pour tâches, en appui au réseau de la DG Trésor, de :

- Maintenir et animer un réseau d'interlocuteurs dans les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que dans les organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et celles du pays ;
- Effectuer une veille active et informer les autorités françaises, et plus particulièrement le MAAF, sur l'évolution de l'agriculture des deux pays, les orientations de leurs politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international (notamment accords commerciaux entre l'UE et ces pays), y compris sous l'angle sanitaire et phytosanitaire (SPS), et ses incidences ;
- Soutenir et promouvoir les positions et le modèle français (SPS, OMC, PAC, G20, indications géographiques notamment) et soutenir les différents dialogues méditerranéens (5+5, CIHEAM, UpM..) auprès de ces administrations et institutions, et, si besoin est, représenter la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAAF tenus au Maroc et en Tunisie ;
- Identifier les enjeux agricoles pour la France dans le pays, en termes d'influence économique, politique et commerciale, à court, moyen et long terme, et contribuer à l'actualisation de la stratégie d'influence à l'international du MAAF ;
- Susciter, suivre et évaluer des actions de coopération et de partenariat pertinentes en termes d'influence ou d'échanges commerciaux, en mobilisant les instruments financiers disponibles, en collaboration avec les SCAC et la DGER ;
- Favoriser la concertation entre les acteurs de la promotion agricole (SOPEXA, ADEPTA, BusinessFrance, CFCIM), suivre et évaluer les actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et ou de la France ;
- Faciliter le développement du commerce agro-alimentaire de la France vers ces pays, ce qui inclut notamment de connaître les réglementations applicables aux importations agro-alimentaires, d'identifier les opportunités commerciales et les contraintes au commerce (notamment SPS), et d'appuyer les SE dans le règlement des différends commerciaux relevant d'une intervention régalienne ;
- Préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer **les négociations de levée des barrières SPS au commerce** (ouverture de marchés, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne.

Qualités requises :
- Esprit d'initiative, d'analyse, de synthèse, rigueur, capacité à conduire des projets ;
- Aptitude à travailler en milieu multiculturel, sens des contacts humains et des négociations internationales.
- Maîtrise de la langue anglaise pour la coordination entre Etats Membres de l'UE (la maîtrise de l'arabe est un plus).
- Pratique de l'administration centrale et des relations européennes et internationales.
- Connaissance de la politique agricole européenne et nationale, et aptitude aux négociations SPS.
- Autonomie en matière bureautique et logistique, de nombreux déplacements étant à prévoir.

Durée de l'engagement : 3 ans

Personnes à contacter :
- Patrice de LAURENS, Chef du Service Europe et International DGPE - Tél. : 01.49.55.46.65 patrice.delaurens@agriculture.gouv.fr
- Marie-Hélène LE HENAFF, Sous-Directrice International DGPE - Tél. : 01.49.55.45.08 - marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr
- Sylvie BUCAS-BENASSE, Assistante de la Sous-Direction International DGPE - Tél. : 01.49.55.45.08 - sylvie.bucas-benasse@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre avant le 1er septembre 2015 à la DGPE, Bureau de la Mondialisation et de la Sécurité Alimentaire, à Christiane DELAMOUR, christiane.delamour@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt
FranceAgriMer
Mission Filières
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 MONTREUIL CEDEX

Délégué(e) filières pêche et aquaculture

N°appel à candidature : 150403
Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 4 si corps des Attaché(e)s d'administration de l'Etat**

Poste susceptible d'être vacant en octobre 2015
Localisation : Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public, a pour mission, en liaison avec le MAAF et le MEDDE (pour la pêche et l'aquaculture) de gérer des aides publiques nationales et communautaires, de favoriser la concertation et le suivi des filières et d'assurer la connaissance des marchés. La concertation et le suivi des filières sont principalement assurés par 9 cadres expérimentés, les délégué(e)s filières. En relation avec les représentants de l'Etat, les professionnels et, en particulier les présidents des conseils spécialisés, ils (elles) sont en charge de l'organisation des travaux des conseils et comités relevant de leur filière et, plus généralement, de s'assurer de la bonne articulation entre les actions de l'établissement et les problématiques des filières. Le (la) délégué(e) filières pêche et aquaculture, rend compte au chef de la mission filières. Il (elle) est rattaché(e) fonctionnellement à la direction générale. Pour le secteur pêche et aquaculture, FranceAgriMer : - Exerce des missions d'enregistrement de données économiques et règlementaires dont il assure l'exploitation et la diffusion des résultats aux acteurs de la filière ; - Finance des actions économiques (études, promotion, innovation…) au service de la filière notamment à partir du produit d'une taxe fiscale affectée qu'il perçoit dans le secteur de la pêche et de crédits du programme 205 du MEDDE ; - Assurera à titre d'organisme intermédiaire l'instruction de mesures nationales du FEAMP pour le compte de l'Autorité de gestion DPMA. Le Conseil spécialisé pêche et aquaculture, instance de concertation nationale entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles économiques et syndicales représentatives, propose des orientations économiques pour les filières et débat de visions prospectives nationales.
Objectifs du poste	- Etre l'interlocuteur des filières de la pêche, de la conchyliculture, de la pisciculture marine et continentale, de la pêche professionnelle en eau douce ; - Assurer la préparation et le bon déroulement des Conseils spécialisés pêche et aquaculture et la participation de son président aux travaux trans-filières de l'établissement ; - Participer aux activités et à la réalisation des objectifs de la mission Filières auprès du directeur général, sous l'autorité du responsable de la mission filières ; - Participer à la programmation et aux arbitrages budgétaires ; - Assurer un rôle d'informateur et de coordinateur en maintenant un lien constant entre les professionnels, les représentants de l'État et l'établissement.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Le (la) délégué(e) filière : - Prépare les réunions du conseil spécialisé avec les services impliqués de l'établissement et en concertation avec la DPMA, assure la diffusion des conclusions des travaux et veille à la réalisation des décisions prises dans ce cadre ; - Concourt au titre des filières suivies à la définition des actions de l'établissement et à la détermination des moyens correspondants à leur mise en œuvre et à leur suivi ; - Participe à la représentation de l'établissement sur les sujets du secteur, comme à la relation avec les autres services de l'Etat à ce sujet. Participation aux assemblées, conseils et manifestations professionnelles en relation avec la filière ; - Participe à la communication et à l'information des filières (mise à jour site internet, notes et lettres d'information…).
Champ relationnel du poste	- Les différents services de FranceAgriMer, au siège ; - Les responsables des organisations professionnelles concernées par le poste ; - Les services des Ministères, services centraux et services déconcentrés particulièrement DPMA, DIRM et DML ; - Institutions internationales en charge de ces filières.

Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :**	**Savoir-faire/Maîtrise :**
	- Bonne connaissance de l'action publique et des réglementations nationales et communautaires en matière de pêche et aquaculture ; - Connaissances halieutiques ; - Anglais utile.	- Techniques de management transverse ; - Maîtrise des applications bureautiques ; - Maîtrise de la communication écrite et orale ; - Faire preuve de sens relationnel et être à l'écoute ; - Etre rigoureux et avoir le sens de l'organisation ; - Faire preuve de réactivité ; - Travailler en équipe, avec des interlocuteurs très variés internes et externes.

Personnes à contacter	- Jacques ANDRIEU, Chef de la mission filières – Tél. : 01.73.30.20.96 jacques.andrieu@franceagrimer.fr - Dany GAIGNIOT, Chef de l'unité développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr **Date limite de dépôt de candidature : 31 août 2015**

Directeur(trice) de la Sécurité, du Patrimoine et de l'Environnement

Antony (92)

BAP : G

Type de recrutement:

- Mobilité/détachement : ouvert aux fonctionnaires dans un corps d'ingénieur de recherche ou équivalent

OU

- Handicap: ouvert aux candidats reconnus travailleurs handicapés, titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'un doctorat

Description du poste

Irstea, institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture est focalisé sur 3 défis sociétaux: la gestion durable des eaux et des territoires, les risques naturels et la qualité environnementale. Bien inséré dans le paysage de la recherche française et européenne, il mène ses recherches en appui aux politiques publiques et en partenariat avec les industriels. Il comprend 1600 personnes sur 9 sites en France.

Au sein d'Irstea, votre mission sera d'assurer, auprès du directeur général délégué au soutien à la recherche, la fonction de directeur(trice) de la Sécurité, du Patrimoine et de l'Environnement.

Vous aurez à organiser et encadrer les activités de la direction : une équipe de 10 personnes hautement qualifiées. Vous élaborerez la politique hygiène et sécurité de l'institut et la planification des actions associées ; superviserez sa mise en œuvre et assurerez l'évaluation des résultats ainsi que la veille technique associée en concertation avec les directeurs régionaux et avec le CHSCT de l'institut.
Vous élaborerez et superviserez la mise en œuvre de la politique immobilière de l'institut ainsi que sa politique en matière d'activités logistiques internes, vous élaborerez le budget d'investissement immobilier et en assurerez l'exécution et le reporting, en relation avec la direction des affaires financières ; de même, en matière de fonctionnement, vous accompagnerez les directeurs des centres régionaux dans l'élaboration et l'exécution des budgets immobiliers de centre.
Vous ferez réaliser et superviserez l'ensemble des études préalables à la prise en compte des projets dans la planification des investissements ; assurerez la maîtrise d'ouvrage des projets d'investissement et apporterez un appui technique aux directions régionales pour la gestion du patrimoine immobilier local.
Vous définirez et coordonnerez le plan d'action de l'institut en faveur du respect de l'environnement et du développement durable en relation avec les directeurs régionaux.
Pour vos domaines de compétence, vous assurerez sous l'autorité du président l'ensemble des relations institutionnelles, et le cas échéant représenterez l'institut.
En outre, vous coordonnerez et animerez le réseau des agents de la ligne fonctionnelle de votre domaine.

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A (ingénieur de recherche), ou travailleur handicapé titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un doctorat, vous êtes ingénieur de formation. Vous avez une connaissance pratique et approfondie de l'ensemble des réglementations liées aux activités décrites, dont celles liées au secteur public (loi MOP, code des marchés, etc), connaissez et savez mettre en œuvre les normes relatives au management de la Qualité (iso 9000), de l'environnement (Iso 14000).
A l'aise dans l'animation fonctionnelle et le management non hiérarchique, vous avez une expérience confirmée en animation de politique Santé et Sécurité au Travail et idéalement connaissez les règles spécifiques à la fonction publique pour la prévention des accidents du travail.
Vous avez une expérience confirmée dans le management d'équipes, et dans la conduite du changement, une expérience de la direction de projets de construction et de la gestion technique de patrimoine immobilier multi sites. Vous disposez de bonnes qualités relationnelles, avez le sens du dialogue et de la concertation et savez travailler en équipe et animer des collectifs de travail. Idéalement, vous connaissez le monde de la recherche.

Contraintes/ remarques

Transport en commun : RER, bus, parking. Déplacements fréquents en France Métropolitaine.

Pour en savoir plus

Pierre-Yves SAINT- Conseiller du président en charge de la modernisation et du pilotage - pierre-yves.saint@irstea.fr – +33 1 40 96 61 02

Pour postuler

Les candidatures (CV, lettres de motivation, informations sur vos corps et grades) sont à transmettre à Sylvie Monteil, directrice des ressources humaines et des relations sociales, 1 rue Pierre Gilles de Gennes CS 10030 F 92761 Antony Cedex et à l'adresse suivante : **recrutement@irstea.fr**

Avant le 27 septembre 2015.

Pour plus d'infos : http://www.irstea.fr / rubrique "Nous rejoindre"

ONCFS **15/07/2015**
Avis n° 15-233

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI

A pourvoir à compter du 01/10/2015 par voie de mutation interne, de détachement ou de mise à disposition, voire de contrat à durée déterminée (3 ans)

Catégorie et grade:	Filière administrative Personnel de conception et d'encadrement (Catégorie A)
Fonction :	Chef de la division ordonnancement F/H
Affectation :	Direction financière- Division ordonnancement
Résidence administrative :	Saint Benoist – Auffargis (près de Rambouillet 78, non logé)

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).

Le budget de l'ONCFS s'élève à 120 millions d'euros. Les recettes de l'établissement proviennent principalement de la subvention de l'État, de recettes fiscales et de recettes propres.

Aujourd'hui constituée de 5 divisions, la Direction Financière est chargée de la gestion financière et budgétaire de l'Office et assure aussi les fonctions d'achats, de gestion patrimoniale et de suivi des conventions multiples que l'établissement conclut avec ses nombreux partenaires.

En 2015 la direction financière pilote conjointement avec l'agence comptable la mise en œuvre de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) définie par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012. C'est ainsi qu'un diagnostic interne a été réalisé en 2014 sur la définition des fonctions, des tâches à développer, à transformer, à supprimer et a défini l'incidence interne. La réorganisation de la direction financière est d'ailleurs en cours et la fiche de poste du chef de la division ordonnancement pourra évoluer. De même il a été arbitré l'acquisition d'un progiciel pour l'exécution financière et comptable avec une mise en production au 1er janvier 2017.
Le chef de la division ordonnancement sera impliqué dans ce projet.

La division ordonnancement est composée de 16 agents, de 2 secteurs (mandatement, paye). Pour la conduite de la division, le chef de division est accompagné d'un adjoint.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Directeur financier, le chef de division anime et dirige la division ordonnancement, chargée de la liquidation de la paie et de l'ordonnancement des dépenses de l'établissement.

Activités principales

➢ **Animation et pilotage de la division**
- Organiser et déléguer les missions particulières et superviser les secteurs paie et mandatement de la division.
- Assurer une gestion de proximité en veillant à la mise en œuvre du dialogue social auprès des personnels de la division.
- Gérer le service sur les aspects « moyens logistiques ».
- Analyser l'activité en fonction des objectifs fixés et évaluer les résultats (notamment par la contribution aux différents bilans annuels et infra-annuels).
- Elaborer des directives à l'attention des services et des agents, ainsi que des documents types.
- Mettre en place les processus et procédures liés à l'ordonnancement dans le cadre du contrôle interne.
- Accompagner les changements liés à l'application du décret GBCP auprès de son équipe.
- Coordonner et orienter les actions des contrôles menés par les services de l'ordonnateur en concertation avec l'Agence comptable et en correction des résultats du contrôle hiérarchisé des dépenses mené par le comptable.

➢ **Supervision de l'ordonnancement des pièces de dépenses et de la liquidation de la paye au sein de l'établissement**

- Veiller à l'application des textes spécifiques liés au calcul et au versement des charges patronales.
- Superviser le contrôle et la liquidation les traitements des personnels, des charges sociales et fiscales correspondantes.
- Répondre avec le secteur paye aux sollicitations de l'URSSAF lors de son contrôle sur l'ONCFS.
- Superviser le contrôle, la liquidation et le mandatement des dépenses de fonctionnement et d'équipement.
- Gérer des dossiers sensibles ou complexes, notamment ceux liés à la paie et à certains marchés.

➢ **Participation au suivi des comptabilités, du fait des données enregistrées dans les progiciels « mandatement » et « paie », dans les domaines suivants**

- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des comptabilités budgétaire et analytique.
- Adapter la nomenclature des normes budgétaires et comptables en fonction des normes en vigueur.
- Contribuer au paramétrage des progiciels de gestion financier et paye.

➢ **Expertise, conseil et appui auprès du Directeur financier et de l'ensemble des services de l'établissement, et le cas échéant, en externe.**

- Assurer une veille technique et juridique et suivre l'évolution de la réglementation, notamment en matière de comptabilité publique applicable à l'Etablissement (GBCP).
- Réaliser des études et des outils d'aide à la décision : statistiques annuelles, ratios…
- Assister, informer et conseiller les personnels et les encadrants ; peut assurer dans ce cadre des formations.
- Participer aux audits financiers au sein des centres de responsabilité budgétaire.

Profil attendu

Savoir-faire	Connaissances
Diriger une équipe en ayant une capacité d'analyse et d'évaluation.	Management public et conduite du changement.
Fixer des objectifs, déléguer et mettre en place des dispositifs de régulation et de contrôle.	Connaissance approfondie de la réglementation financière ; finances publiques et fonctionnement budgétaire et comptable d'un établissement public.
Maîtriser les processus de gestion du personnel et de leur rémunération.	Connaissance du statut de la fonction publique, des statuts particuliers de l'établissement et des textes relatifs aux régimes indemnitaires.
Communiquer sur l'activité de la Direction pour expliquer le sens de l'action.	Maîtrise des progiciels de gestion du secteur et des outils bureautiques.
Travailler en équipe et en réseau interne et externe.	

Savoir-être : réactivité, sens du dialogue et de la concertation.

Diplôme ou qualification recommandés pour le profil de poste :
Un diplôme de niveau II, idéalement à dominante financière est attendu. Une expérience préalable sur une fonction à niveau de responsabilité équivalent dans un service financier, de préférence dans la sphère publique sera appréciée.

Conditions particulières d'exercices : Règles strictes de confidentialité à respecter.

Personnes à contacter- Modalités pour candidater

Pour obtenir des renseignements sur le poste : Monsieur Alain GUIBE, Directeur financier 01.30.46.60.51 alain.guibe@oncfs.gouv.fr

Pour candidater : Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature avant le 6 septembre 2015,** terme de rigueur :

- en interne, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
- ou en externe, par lettre de motivation et curriculum vitae détaillé, et, pour les candidatures par détachement ou mise à disposition, les trois dernières fiches d'évaluation.

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : marie-france.kerveadou@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines-85 bis, avenue de Wagram- 75017 PARIS

ONCFS **15/07/2015**
Avis n° 15-232

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI

A pourvoir à compter du 02/11/2015 par voie de mutation interne, de détachement ou de mise à disposition, voire de contrat à durée déterminée (3 ans)

Catégorie et grade:	Filière administrative Personnel de conception et d'encadrement (Catégorie A)
Fonction :	Chef de la division patrimoine immobilier F/H
Affectation :	Direction financière- Division Patrimoine immobilier
Résidence administrative :	Saint Benoist – Auffargis (près de Rambouillet 78, non logé)

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).

Le budget de l'ONCFS s'élève à 120 millions d'euros. Les recettes de l'établissement proviennent principalement de la subvention de l'État, de recettes fiscales et de recettes propres.

Aujourd'hui constituée de 5 divisions, la Direction Financière est chargée de la gestion financière et budgétaire de l'Office et assure aussi les fonctions d'achats, de gestion patrimoniale et de suivi des conventions multiples que l'établissement conclut avec ses nombreux partenaires.

En 2015 la direction financière pilote conjointement avec l'agence comptable la mise en œuvre de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) définie par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012. C'est ainsi qu'un diagnostic interne a été réalisé en 2014 sur la définition des fonctions, des tâches à développer, à transformer, à supprimer et a défini l'incidence interne. De même il a été arbitré l'acquisition d'un progiciel pour l'exécution financière et comptable avec une mise en production au 1er janvier 2017.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Directeur financier, le chef de la division Patrimoine Immobilier organise et encadre la division patrimoine immobilier chargée de :
- garantir le confort, la sécurité et la conformité des locaux de travail utilisé par les agents de l'établissement. ;
- assurer la conservation, l'aménagement et la maintenance du patrimoine immobilier de l'ONCFS ;
- mettre en œuvre la politique immobilière de l'établissement.

Le chef de cette division assure également la gestion de l'implantation multiservices de St Benoist dont le Directeur financier est responsable.
Pour l'ensemble de ces missions, il dispose de deux adjoints.

Activités principales

➢ **Animation et pilotage de la division, en vue de gérer le domaine immobilier et le patrimoine de l'établissement**
- Organiser, déléguer des missions particulières et piloter les opérations de gestion de la division (supervision de l'instruction des dossiers, planification de l'activité, conception et mise en œuvre d'organisations et de procédures, gestion de dossiers pointus ou sensibles, contrôle de l'exécution).
- Préparer le programme pluriannuel de gestion immobilière de l'établissement.
- Préparer et suivre les programmes annuels d'entretien et de travaux.
- Assurer la gestion juridique, comptable et technique des locations de l'établissement.
- Gérer, sous l'autorité du Directeur financier, l'implantation multiservices de Saint Benoist (logistique, entretien des bâtiments, …)
- Assurer une gestion de proximité en veillant à la mise en œuvre du dialogue social auprès des personnels de la division.

- Gérer le service sur les aspects « moyens logistiques ».
- Analyser l'activité en fonction des objectifs fixés et évaluer les résultats (notamment par la contribution aux différents bilans annuels et infra-annuels).
- Elaborer des directives à l'attention des services et des agents, dans son champ de compétences, ainsi que des documents types.

➢ **Expertise, conseil et appui auprès du directeur financier et de l'ensemble des services de l'établissement**
- Réaliser une veille technique et juridique sur les obligations dans le domaine de l'immobilier.
- Assurer un rôle d'alerte et de retour d'expérience auprès de son Directeur.
- Réaliser des études, des analyses et des outils d'aide à la décision (enquêtes, tableaux de bord, évaluation des coûts, établissements de ratios…).
- Rédiger des documents techniques constitutifs des dossiers de consultation de prestataires.
- Assurer un rôle d'information et de conseil auprès des responsables d'implantations, des services et des agents. Peut assurer dans ce cadre des formations.
- Animer des réunions et des groupes de travail, participer à des réunions et à des instances, en interne et en externe.
- Développer des réseaux interservices, en matière d'immobilier.

Profil attendu

Savoir-faire	Connaissances
Diriger une équipe en ayant une capacité d'analyse et d'évaluation.	Contexte et environnement professionnel (missions et politique de l'établissement).
Fixer des objectifs, déléguer et mettre en place des dispositifs de régulation et de contrôle.	Droit des marchés publics et de la concurrence. Code du travail
Agréger des besoins divers, piloter et évaluer une activité en planifiant l'ensemble des opérations.	Techniques et procédures budgétaires et comptables, notamment en matière de travaux publics, au sein d'un établissement public administratif
Travailler en équipe et en réseau, interne ou externe.	Gestion d'actifs, réglementation domaniale, concepts et principe de la gestion technique immobilière.
Communiquer sur l'activité de la Direction pour expliquer le sens de l'action.	Principe de la maîtrise d'ouvrage publique
	Technologie du bâtiment-pathologie-

Savoir-être : réactivité, sens du dialogue et de la concertation.

Diplôme ou qualification recommandés pour le profil de poste :
Un diplôme de niveau II est attendu. Une expérience préalable de 5 ans d'expérience dans un poste équivalent (le poste conviendrait à un ingénieur issu d'une spécialité « bâtiment »), de préférence dans la sphère publique, sera appréciée.

Conditions particulières d'exercices : Nombreuses relations avec des interlocuteurs divers et déplacement sur les sites.

Personnes à contacter – Modalités pour candidater

Pour obtenir des renseignements sur le poste : Monsieur Alain GUIBE, Directeur financier 01.30.46.60.51 alain.guibe@oncfs.gouv.fr

Pour candidater : Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature avant le 6 septembre 2015,** terme de rigueur :
- en interne, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
- ou en externe, par lettre de motivation et curriculum vitae détaillé, et, pour les candidatures par détachement ou mise à disposition, les trois dernières fiches d'évaluation.

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : marie-france.kerveadou@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines-85 bis, avenue de Wagram- 75017 PARIS

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A/ A+
Fonction :	**Chef de projet stratégie nationale pour la connaissance de la biodiversité (h/f)**
Affectation :	Direction de la connaissance et de l'information sur l'eau
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de département « Méthodes et outils pour la surveillance et l'évaluation »
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) est un établissement public national placé sous la tutelle du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie qui a été créé, le 27 avril 2007, conformément à la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 et au décret du 25 mars 2007. Son action s'exerce en collaboration étroite avec les services de l'État, aux niveaux européen, national et local, et avec les autres établissements publics de l'État, notamment les agences de l'eau.

L'ONEMA a notamment pour mission de coordonner le Système d'Information sur l'Eau (SIE) par le développement de banques et d'outils, dans le but de : 1- Partager la connaissance pour faciliter la mise en cohérence des différents instruments de la politique de l'eau : 2- Faire évoluer le dispositif de connaissance sur l'eau et les milieux aquatiques pour mieux répondre au contexte économique et aux enjeux environnementaux.

Le projet de loi relatif à la biodiversité, annoncé lors de la conférence environnementale de 2012, sera débattu au Parlement au printemps 2015. Il prévoit la création d'une agence française pour la biodiversité (AFB), qui apportera « son appui scientifique, technique et financier à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques de l'État et des collectivités territoriales et de leurs groupements menées dans son domaine de compétence ». Le développement des connaissances et des données sur la biodiversité sera au cœur de son action. Le dispositif de préfiguration de l'AFB a été récemment mis en place par la Ministre avec le parrainage d'Hubert Reeves.

La création de l'AFB, qui rassemblera des organismes œuvrant à la fois dans les domaines de la biodiversité et de l'eau (dont l'Onema), est une opportunité pour repenser les stratégies de connaissance, notamment par l'emploi de réseaux de surveillance existants ou à développer et en favorisant des synergies entre les dispositifs de connaissance de l'eau et de la biodiversité. Le but est de fournir une stratégie nationale intégrée de connaissance de la biodiversité en appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de la biodiversité. Un premier travail d'état des lieux des processus et enjeux est réalisé à l'Onema au cours du premier semestre 2015. Il constituera une base de réflexion pour les travaux du titulaire du poste.

Mission :

Animer et coordonner les travaux de préfiguration et de mise en place de l'AFB dans le but de proposer puis de mettre en œuvre une stratégie de l'établissement en matière de connaissance de la biodiversité, en appui à l'équipe de préfiguration, au conseil scientifique et au conseil d'administration, dans leur mission d'élaboration du projet stratégique de l'établissement.

Activités :

1. Animer le groupe thématique sur la connaissance de la biodiversité et la surveillance (pendant la phase de préfiguration de l'AFB, et au début de la constitution du nouvel organisme)
2. Définir des programmes de surveillance de la biodiversité à l'échelle nationale
3. Contribuer à la définition de la réglementation nationale en matière de biodiversité
4. Coordonner la mise en œuvre opérationnelle et le suivi des programmes de surveillance (appui méthodologique et technique, financement, coordination des actions)
5. Organiser le transfert des méthodes aux acteurs opérationnels, et élaborer les partenariats nécessaires
6. Participer aux échanges européens, bilatéraux et nationaux, en appui au ministère de l'écologie, pour la mise en œuvre des directives européennes
7. Produire des synthèses de données sur la définition et les résultats de la surveillance en matière de biodiversité.

Relations liées au poste

Relations internes :
Chef de projet « Dispositifs de surveillance et d'évaluation pour la directive-cadre sur l'eau »
Département de la connaissance territoriale des milieux et des espèces
Autres directions de l'établissement, chargées de la recherche, du développement et de l'innovation, de l'action européenne et internationale, de l'appui aux politiques publiques
Délégations régionales de l'établissement

Relations externes :
MEDDE/DGALN/DEB
MEDDE/CGDD/SOeS
Organismes devant être intégrés dans l'AFB : AAMP, ATEN, PNF
Autres organismes publics contribuant à la connaissance de la biodiversité : FCBN, IGN, ONCFS, ONF, parcs naturels régionaux, observatoires régionaux, etc.
Universités et établissements publics contribuant à la connaissance scientifique : MNHN, INRA, IRSTEA, IFREMER, etc.
Organismes homologues à l'étranger

Profil recherché

Formation et expérience :
Formation d'ingénieur avec spécialisation en écologie (écosystémique, biodiversité, biologie) souhaitée.
Expérience souhaitée dans le pilotage de projet lors d'un poste précédent

Compétences et qualités requises

Connaissances :
Connaissance du fonctionnement des écosystèmes terrestres et aquatiques
Connaissance des pressions et impacts sur les habitats et les écosystèmes
Connaissance du contexte réglementaire et institutionnel

Savoir-faire opérationnel
Capacité d'animation et de concertation
Aptitude à la communication
Aptitude pour le travail en équipe et en partenariat
Capacité de décision dans un univers incertain et controversé
Pratique de l'anglais technique

Savoir-être professionnel
Rigueur, méthode
Capacités d'adaptation et d'innovation
Sens de l'organisation
Autonomie
Goût personnel pour l'observation ou la connaissance de l'environnement

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DCIE/CPSCB/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31 août 2015

PARC NATIONAL
des ECRINS
Direction

FICHE DE POSTE

Chef du secteur Oisans-Valbonnais

Poste vacant à compter du 1er octobre 2015

LOCALISATION : Le Bourg d'Oisans (Maison du Parc national des Ecrins)

NIVEAU : Ingénieur ou agent de catégorie A - (poste à profil)

FONCTION : Chef de secteur

DESCRIPTION DU SECTEUR

Le secteur comprend deux implantations :

- L'implantation « Oisans » , basée au Bourg d'Oisans. Elle est composée d'un technicien patrimoines, de six gardes moniteurs, d'une assistante.

- L'implantation « Valbonnais », basée à Entraigues. Elle est composée d'un technicien patrimoines, de quatre gardes moniteurs, d'une assistante.

MISSIONS :

Le titulaire est placé sous l'autorité de la direction (directeur et directeur-adjoint).

Les activités du secteur respectent les cadrages établis par les chefs de service et chefs de pôle du siège, chacun dans son domaine de compétence. En particulier, l'activité du technicien patrimoines est établie en concertation avec le chef du service scientifique.

Le secteur d'intervention comprend la partie cœur des communes de l'Oisans et du Valbonnais, ainsi que la partie hors cœur des communes adhérentes de l'Oisans et du Valbonnais.

Le titulaire pilote la mise en œuvre sur le terrain de l'ensemble des actions qui lui sont confiées par le CODIR avec les moyens qui lui sont alloués. Il assure le lien entre le terrain et les services du siège. Le titulaire rend compte de son action auprès des services et au sein du CODIR. Il entretient des relations fonctionnelles avec les chefs de service et chargés de mission du siège du parc national.

Le titulaire est responsable de l'ingénierie de projets et de l'appui au développement local auprès des communes adhérentes à la charte de son secteur. A cette fin, il peut s'appuyer sur les compétences thématiques du siège.

Il encadre les équipes de son unité territoriale. Il supervise l'ensemble des activités de son unité.

Le titulaire a une vue d'ensemble sur le territoire, son patrimoine, ses projets. Il s'efforce de détenir lui-même une connaissance fine de son territoire de responsabilité afin de pouvoir émettre en interne des avis.

Le titulaire fait appliquer la politique pénale sur son territoire de responsabilité.

Le titulaire entretient des contacts réguliers avec les acteurs locaux, notamment les élus. Il a une mission de veille et d'écoute territoriale. Il est force de proposition pour tous les domaines d'activité de l'établissement. Sa fonction « d'ensemblier » lui confère un rôle stratégique dans le dispositif d'animation territoriale.

Le titulaire suit et coordonne la politique du parc sur son territoire de compétence. Il y représente le directeur et l'établissement auprès des acteurs locaux, élus, administrations et socio-professionnels

L'unité abrite la réserve intégrale du Lauvitel et l'équipe comprend un technicien patrimoines dont 50% du temps est consacré à cette réserve, et dont l'activité est co-définie avec le chef du service scientifique.

ACTIVITES

Coordonner les activités, gérer et animer le secteur :
Organisation du travail et planification des activités ; gestion du personnel ; gestion financière et comptable ; encadrement ; application des règles de sécurité.

Gérer et suivre les missions d'aménagement et de développement :
En étroite collaboration avec les services du siège. Relations et contacts avec les partenaires du territoire. Contribution à l'identification et au suivi des projets. Appui aux projets des partenaires locaux.

Organiser la protection du milieu naturel et de la surveillance du territoire :
Supervision du respect des directives du parc et de la réglementation environnementale.

Gérer les tâches d'aménagement :
Contrôle de l'état des sentiers et de la signalétique ; recrutement des saisonniers ouvriers ; consultations d'entreprises ; supervision des travaux dont réception des chantiers.

Suivis scientifiques et protocoles :
Mise en œuvre des activités scientifiques pilotées par le service scientifique, en lien avec le technicien patrimoine.
Sous l'autorité du chef du service scientifique, contribution à la gestion de la réserve intégrale du Lauvitel en liaison avec le technicien patrimoines.

Missions d'accueil, d'information et d'éducation à l'environnement :
Élaboration d'un programme d'accueil saisonnier du secteur ; supervision des activités d'animation pour les différents publics.

Gérer les maisons et points d'information du parc :
Contrôle de l'état des bâtiments et de leur équipement ; veille sur leur entretien en lien avec le siège. ; supervision des boutiques avec la/le régisseur ; régisseur-adjoint de recettes potentiel ; recrutement des saisonniers hôtes / hôtesses.
Accompagnement des projets de rénovation en lien avec les services.

Participer aux réunions de direction

Répondre aux demandes de la presse avec l'accord du siège et représenter l'établissement

Participer à des actions inter-parcs

Le cas échéant, référent thématique de sujets spécialisés

CONTRAINTES PARTICULIERES

Travail possible de nuit, le week-end et les jours fériés
Déplacements fréquents sur le périmètre du secteur
Respect strict des conditions de sécurité

COMPETENCES RECHERCHEES

Management, encadrement, gestion administrative et comptable
Développement local
Compétences naturalistes et réglementaires
Politique et charte d'un parc national
Expérience du terrain et si possible de la montagne
Maîtrise des outils informatiques

PROFIL SOUHAITE

Agent de catégorie A. Ingénieur avec formation ou expérience naturaliste, management, développement local

RENSEIGNEMENTS ET CANDIDATURES

Bertrand GALTIER, directeur
Bertrand.galtier@ecrins-parcnational.fr
Tel : 04.92.40.20.26

Thierry DURAND, directeur adjoint
Thierry.durand@ecrins-parcnational.fr
Tel : 04.92.40.20.15

Les candidatures (CV détaillé et lettre de motivation manuscrite) sont à adresser par voie postale et par courriel avant le 11 septembre 2015 à :

Monsieur le directeur
Parc national des Ecrins
Domaine de Charance
05000 GAP
bertrand.galtier@ecrins-parcnational.fr